

*Questions orales*

Nous avons tout intérêt à régler ces problèmes. Il se peut qu'à l'occasion il y ait lieu d'intenter des procès et c'est à ce moment que nous pourrions examiner le genre de subvention qui convient.

Je crois qu'il y a d'autres façons de garantir la participation des gens et particulièrement des groupes qui n'ont pas les moyens politiques de signaler les violations de la charte par nos lois et nos politiques.

Encore une fois, je m'inquiète que les provinces n'aient pas participé à ces efforts. Leurs lois et leurs politiques sont aussi assujetties à la charte et il n'existe pas de précédents où elles ont aidé à clarifier ces principes, clarification dont nous bénéficions tous.

\* \* \*

[Français]

### LES MINORITÉS LINGUISTIQUES

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, le gouvernement va gagner le prix citron s'il continue à argumenter comme le fait le ministre de la Justice. L'aide fédérale et les moyens juridiques sont les deux seuls recours que nous avons au Canada pour aider les minorités linguistiques à se défendre: au Québec, les anglophones, et les francophones hors Québec. C'est le seul palier de gouvernement qui a eu le coeur et la volonté de nous appuyer. Alors, ne nous dites pas que vous allez envoyer ça aux provinces! Pourquoi avoir accepté une page du Programme de la réforme de Preston Manning qui veut, lui, justement, abolir le bilinguisme et le multiculturalisme? Dites-moi donc pourquoi vous avez fait cela?

**L'hon. Gerry Weiner (ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté):** Monsieur le Président, j'ai pensé que le député voudrait peut-être se lever et nous applaudir parce que nous avons créé le nouveau ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté, dans le but de défendre vraiment les intérêts de tous les Canadiens et faire la promotion de notre citoyenneté. Nous avons sans doute un programme qui est très efficace pour les langues officielles, pour tous les groupes, et partout. Notre collègue, le secrétaire d'État, gère très bien ce domaine. Si nous continuons à travailler avec les groupes, nous allons faire tout ce que nous pouvons pour aider ces groupes qui sont en situation minoritaire.

[Traduction]

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, il y a toujours trois provinces où il est difficile d'être jugé en français. Il y a encore six provinces où il est pratiquement impossible de convaincre les autorités de donner au groupe minoritaire le contrôle de ses écoles.

Je demande au ministre, en toute honnêteté, comment le gouvernement, en période de crise constitutionnelle, peut-il abandonner les droits des minorités garantis par la Constitution?

**L'hon. Gerry Weiner (ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté):** Monsieur le Président, nous n'avons jamais abandonné les droits des minorités. La citoyenneté canadienne signifie l'égalité pour tous et je continue à défendre vigoureusement les minorités de tout le pays et tous les gens qui forment notre diversité.

Ce programme, qui visait à défendre des causes types où il était question des droits linguistiques et des droits à l'égalité garantis par la charte, avait pour but de nous donner une jurisprudence solide. Après des centaines de causes, on peut penser que nous avons maintenant une telle jurisprudence.

\* \* \*

### L'ÉNERGIE ATOMIQUE

**M. Ross Harvey (Edmonton—Est):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Énergie et de son secrétaire parlementaire, je dois adresser ma question au ministre suppléant de l'Énergie ou au ministre d'État chargé de l'Environnement.

L'année qui vient, on ajoutera 177 millions aux 2 milliards qui ont maintenu artificiellement en vie l'Énergie atomique du Canada depuis dix ans.

Ma question au ministre suppléant de l'Énergie ou au ministre d'État chargé de l'Environnement est celle-ci: étant donné que l'EACL n'a fait qu'une seule nouvelle vente pendant cette décennie qui nous a coûté 2 milliards, pourquoi le gouvernement persiste-t-il à nourrir ce moribond avec l'argent des contribuables?

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Le député aurait pu savoir par son leader à la Chambre que le ministre de l'Énergie serait absent aujourd'hui, car j'ai fourni à chaque parti une liste des ministres absents. Par conséquent, il aurait pu attendre un autre jour.